

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1993/L.16
17 février 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 27 de l'ordre du jour

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES
DE L'EX-YOUGOSLAVIE

Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique*, Bulgarie,
Canada, Chili, Costa Rica, Danemark*, Espagne*, Etats-Unis d'Amérique,
Finlande, France, Gabon, Grèce, Hongrie*, Japon, Irlande*, Islande*,
Italie*, Lesotho, Nouvelle-Zélande*, Norvège*, Pays-Bas, Pérou,
Pologne, Portugal, République de Corée, République slovaque*,
République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord, Slovénie*, Suède*, Suisse*,
Uruguay et Zambie : projet de résolution

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur
des commissions techniques du Conseil économique et social.

1993/... Situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Convention contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et les autres instruments de droit international humanitaire, y compris les Conventions de Genève du 12 août 1949 relatives à la protection des victimes de la guerre et les protocoles additionnels de 1977, ainsi que par les principes de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe,

Consciente de la responsabilité qu'elle a de promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous et de prévenir les violations de ces droits,

Rappelant ses résolutions 1992/S-1/1 du 14 août 1992 et 1992/S-2/1 du 1er décembre 1992 et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale,

Rappelant aussi la résolution 3074 (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1973, intitulée "Principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité",

Prenant note avec inquiétude des quatre rapports du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie (E/CN.4/1992/S-1/9, E/CN.4/1992/S-1/10, A/47/666-S/24809 et E/CN.4/1993/50),

Gravement préoccupée par la tragédie humaine à laquelle on assiste dans des parties du territoire de l'ex-Yougoslavie et par les violations graves, massives et systématiques des droits de l'homme qui y persistent, en particulier dans les régions de Bosnie-Herzégovine sous contrôle serbe,

Profondément préoccupée par la situation des droits de l'homme en Serbie, en particulier au Kosovo, ainsi qu'au Sandjak et en Voïvodine,

Alarmée par le fait que la situation des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, en particulier dans la République de Bosnie-Herzégovine, s'est encore détériorée depuis que la Commission s'est réunie les 30 novembre et 1er décembre 1992 en session extraordinaire pour examiner la situation,

Rappelant sa grave préoccupation devant la persistance de l'odieuse pratique du nettoyage ethnique, qui est la cause directe de la grande majorité des violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, et dont les principales victimes sont les musulmans, pratiquement menacés d'extermination,

Rappelant que, dans sa résolution 1992/S-2/1, elle demandait à tous les Etats d'examiner dans quelle mesure les actes commis en Bosnie-Herzégovine et en Croatie constituaient un génocide et prenant note de la résolution 47/121 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1992, dans laquelle il était dit notamment que la politique odieuse du nettoyage ethnique constituait une forme de génocide,

Profondément inquiète devant l'énorme nombre de personnes disparues, dont on n'a pas encore fait le compte, dans le conflit ayant pour cadre l'ex-Yougoslavie et, en particulier, la République de Bosnie-Herzégovine,

Notant avec appréciation les efforts du Rapporteur spécial désigné conformément à la résolution 1992/S-1/1, ainsi que du Président du Groupe de travail sur la détention arbitraire, du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, du Rapporteur spécial sur la question de la torture et du Représentant du Secrétaire général pour les personnes déplacées de l'intérieur, qui ont accompagné le Rapporteur spécial dans une ou plusieurs de ses missions,

Rappelant avec appréciation les efforts qui continuent à être déployés par la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie et par les coprésidents de son Comité directeur en vue de parvenir à ce qui doit être un règlement juste, viable et durable du conflit dans l'ex-Yougoslavie,

1. Félicite le Rapporteur spécial de sa mise à jour et, en particulier, de son dernier rapport sur la situation des droits de l'homme dans les territoires de l'ex-Yougoslavie;

2. Réaffirme que toutes les parties dans l'ex-Yougoslavie partagent la responsabilité de trouver des solutions pacifiques au conflit par la voie de négociations sous les auspices de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, et demande instamment que le souci des droits de l'homme se voit accorder la priorité qui convient dans le processus de paix;

page 4

3. Note avec plaisir les observations du Rapporteur spécial sur la situation positive des droits de l'homme dans la République de Slovénie;

4. Note avec intérêt les observations du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine;

5. Exprime sa grave préoccupation quant à la conclusion du Rapporteur spécial selon laquelle l'influence des idéologies ultranationalistes gagne du terrain en Serbie et dans d'autres régions de l'ex-Yougoslavie et l'endoctrinement et la désinformation continuent à attiser la haine nationale et religieuse;

6. Exige que toutes les parties notifient immédiatement au Comité international de la Croix-Rouge l'emplacement de tous les camps, prisons et autres lieux de détention sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie et que soit immédiatement accordée au Comité international de la Croix-Rouge, au Rapporteur spécial, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, aux missions de la Communauté européenne et de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et aux autres organisations internationales et régionales compétentes la possibilité d'avoir accès sans entrave et en permanence à ces lieux de détention;

7. Exige la libération immédiate, sous contrôle international, de toutes les personnes arbitrairement ou illégalement détenues dans l'ancienne Yougoslavie et la fermeture de tous les lieux de détention non autorisés par les Conventions de Genève du 12 août 1949 et non conformes auxdites Conventions;

8. Condamne, dans les termes les plus énergiques, toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans l'ancienne Yougoslavie par toutes les parties au conflit, reconnaissant que les dirigeants dans les territoires qui se trouvent sous le contrôle des Serbes en République de Bosnie-Herzégovine et en République de Croatie, les commandants des forces paramilitaires serbes et les chefs politiques et militaires de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) portent la responsabilité principale de la plupart de ces violations;

9. Prend note de la conclusion émise par le Rapporteur spécial dans son rapport (E/CN.4/1993/50), selon laquelle, comme le conflit perdure, les atrocités commises aussi par les autres parties se multiplient;

10. Condamne, en particulier, les actes répréhensibles identifiés par le Rapporteur spécial comme faisant partie intégrante du nettoyage ethnique, notamment le transfert forcé de population, les attaques contre des objectifs non militaires, les exécutions sommaires, les détentions arbitraires de civils, la pratique systématique du viol et le blocage des approvisionnements en vivres et autres produits essentiels destinés aux centres de population civile, et prie instamment la communauté internationale d'user de son influence auprès de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et des autorités serbes autoproclamées en République de Bosnie-Herzégovine et en Croatie pour qu'elles mettent immédiatement fin à la pratique du nettoyage ethnique, qui constitue une violation des principes fondamentaux des droits de l'homme et du droit humanitaire internationaux, et remédient à ses effets;

11. Met à nouveau l'accent sur le droit qu'ont les réfugiés, les personnes déplacées et d'autres victimes du nettoyage ethnique de retourner dans leurs foyers ainsi que sur la nullité des transferts forcés de biens et d'autres actes exécutés sous la contrainte;

12. Condamne une fois encore le bombardement aveugle de villes et de zones occupées par des civils, le recours systématique à la terreur et au meurtre contre des non-combattants, la destruction de services vitaux, le siège de villes et l'emploi de la force militaire contre des populations civiles et des opérations de secours, auxquels se livrent toutes les parties, tout en constatant que la responsabilité en incombe principalement aux forces serbes;

13. Condamne, en particulier, les entraves mises délibérément à l'acheminement des vivres et des articles médicaux essentiels à la survie de la population civile, en violation du droit international humanitaire, et exige que toutes les parties au conflit fassent en sorte que les personnes placées sous leurs ordres cessent de gêner l'acheminement des secours humanitaires;

14. Condamne, en particulier, l'assassinat délibéré du Premier Ministre adjoint de la République de Bosnie-Herzégovine, Hakiya Turajlic, par les forces serbes de Bosnie;

15. Condamne également les attaques perpétrées contre la Force de protection des Nations Unies, qui ont fait des blessés et des morts parmi les fonctionnaires des Nations Unies lesquels assurent, entre

page 6

autres, la protection de la population civile dans les zones protégées par les Nations Unies en Croatie et l'acheminement de l'aide humanitaire sur l'ensemble du territoire de la République de Bosnie-Herzégovine;

16. Condamne en outre toutes les atrocités commises à l'encontre de civils et de détenus, notamment les tortures, les mutilations et les viols;

17. Exige que les autorités de l'ex-Yougoslavie prennent immédiatement les mesures qui s'imposent, conformément aux principes internationalement reconnus du respect de la légalité, pour arrêter et sanctionner les personnes coupables d'avoir commis ou autorisé les actes susmentionnés et qu'elles fassent tout ce qui est nécessaire pour assurer la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi qu'elles y sont tenues en vertu des instruments internationaux pertinents;

18. Affirme que tous ceux qui commettent ou autorisent des violations du droit international humanitaire sont individuellement responsables de ces violations et devront en rendre compte et que la communauté internationale mettra tout en oeuvre pour traduire en justice, conformément aux principes internationalement reconnus du respect de la légalité, les responsables de ces violations;

19. Prie tous les organismes des Nations Unies, en particulier la Force de protection des Nations Unies, les organes créés en vertu d'instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et les institutions spécialisées, ainsi que les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales possédant des informations, de coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial, en particulier, de lui fournir en permanence toutes informations exactes et pertinentes en leur possession sur la situation des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie;

20. Félicite les Etats, les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations qui ont fourni des informations pertinentes à la Commission d'experts créée en application de la résolution 780 (1992) du Conseil de sécurité en date du 6 octobre 1992 et demande au Rapporteur spécial, ainsi qu'à tous les Etats, aux organismes des Nations Unies, y compris la Force de protection des Nations Unies, aux organes créés en vertu d'instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, aux institutions spécialisées et, le cas échéant, aux organisations humanitaires internationales, de fournir en permanence à la Commission d'experts toutes les informations exactes et pertinentes qu'ils possèdent;

21. Se félicite des travaux de la Commission d'experts chargée d'examiner et d'analyser les informations relatives aux violations du droit international humanitaire dans l'ex-Yougoslavie, en particulier des enquêtes qu'elle a menées sur les charniers et les lieux où des massacres auraient eu lieu;

22. Prie le Secrétaire général de mettre immédiatement à la disposition de la Commission d'experts les ressources et le personnel additionnels dont elle a besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat, et prie instamment les Etats de fournir à la Commission d'experts les ressources, le personnel et l'assistance nécessaires à la poursuite de sa tâche;

23. Invite le Conseil de sécurité à envisager d'établir un tribunal pénal international pour juger les cas de violation du droit international humanitaire qui ont lieu sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et, dans ce contexte, à déterminer si les crimes commis tombent sous le coup de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide;

24. Se déclare vivement préoccupée par la détérioration de la situation des droits de l'homme en Serbie, en particulier au Kosovo, telle qu'elle est décrite dans le rapport du Rapporteur spécial, et condamne les violations des droits de l'homme dans cette région, en particulier :

a) Les violences policières contre les Albanais de souche, les perquisitions arbitraires, les saisies et les arrestations, la torture et le mauvais traitement des détenus et la discrimination pratiquée dans l'administration de la justice, qui engendrent un climat d'anarchie dans lequel des actes criminels, en particulier contre les Albanais de souche, sont commis en toute impunité;

b) Le renvoi discriminatoire d'Albanais de souche des rangs de la police et de la magistrature, le licenciement massif des Albanais de souche exerçant des activités professionnelles, occupant des postes administratifs ou possédant d'autres emplois qualifiés dans des entreprises d'Etat et des institutions publiques, et notamment les enseignants dans les établissements scolaires sous administration serbe, ainsi que la fermeture des hautes écoles et des universités albanaises;

c) L'emprisonnement arbitraire de journalistes albanais de souche, l'interdiction qui frappe les organes d'information de langue albanaise et le renvoi discriminatoire du personnel albanais de souche des stations locales de radio et de télévision;

page 8

25. Exige que les autorités de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) respectent les droits de l'homme et les libertés fondamentales des Albanais de souche au Kosovo, et se déclare d'avis que le meilleur moyen de garantir les droits de l'homme au Kosovo est de rétablir son autonomie en vue de parvenir à un règlement politique global de la situation dans l'ex-Yougoslavie;

26. Se déclare vivement préoccupée par les informations du Rapporteur spécial concernant les violations des droits de l'homme au Sandjak et en Voïvodine, en particulier les actes de harcèlement physique, les enlèvements, les incendies de maisons, les perquisitions sans mandat, les confiscations de biens et autres pratiques destinées à modifier la composition ethnique en faveur de la population serbe;

27. Reconnaît le courage et le sacrifice de nombreux Serbes qui ont refusé de participer à ces violations;

28. Invite instamment toutes les parties en Serbie, en particulier au Kosovo, au Sandjak et en Voïvodine, à engager un dialogue de fond, à agir avec la plus grande retenue et à régler leurs différends dans le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et exhorte les autorités serbes à s'abstenir de faire usage de la force et de pratiquer le nettoyage ethnique et à respecter pleinement les droits des personnes appartenant à des minorités en Serbie, afin d'empêcher l'extension du conflit à d'autres parties de l'ex-Yougoslavie et à d'autres Etats;

29. Invite le Conseil de sécurité à envisager de mettre en place une mission d'observation des Nations Unies qui, agissant en coordination avec le Rapporteur spécial ainsi qu'avec la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et ses missions de longue durée, commencerait dès que possible à enquêter et faire rapport sur les violations des droits de l'homme qui sont signalées au Kosovo, au Sandjak et en Voïvodine;

30. Se déclare préoccupée par les informations du Rapporteur spécial touchant la situation des droits de l'homme en Croatie où des minorités se sont vu refuser la citoyenneté et où il arrive que la radio et la télévision soient sévèrement contrôlées par le gouvernement;

31. Note avec préoccupation que nombre des recommandations contenues dans les trois précédents rapports du Rapporteur spécial n'ont pas été suivies d'effet et invite instamment tous les Etats et toutes les organisations

concernées à prendre sérieusement en considération les recommandations formulées par le Rapporteur spécial dans ses rapports présent et passés, en particulier :

a) L'appel lancé en vue d'ouvrir des couloirs pour l'acheminement des secours humanitaires afin d'empêcher la mort imminente de dizaines de milliers de personnes dans les villes assiégées;

b) La recommandation tendant à créer des zones de sécurité pour la protection des personnes déplacées, sans perdre de vue que la communauté internationale ne doit pas accepter les changements démographiques provoqués par le "nettoyage ethnique";

c) La recommandation visant à assurer les soins médicaux et psychologiques requis aux victimes de viols dans l'ex-Yougoslavie, dans le cadre de programmes axés sur le rétablissement des femmes et des enfants traumatisés par la guerre, et tendant à ce que les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les collectivités locales coordonnent leur action en faveur de l'intégration sociale des enfants victimes du conflit;

d) La suggestion concernant le rôle de la Force de protection des Nations Unies pour ce qui est de protéger les civils contre les violations des droits de l'homme;

e) L'appel lancé en vue de fournir une aide internationale plus généreuse aux réfugiés fuyant le conflit dans l'ex-Yougoslavie;

f) La suggestion tendant à soutenir davantage les initiatives prises par des groupes indépendants en vue de fournir des informations objectives aux personnes se trouvant sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et à apporter à ces groupes une aide accrue;

g) La proposition de création d'un fonds de contributions volontaires au titre de l'assistance économique et sociale à la reconstruction des villes et villages détruits dans l'ex-Yougoslavie;

32. Décide de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial, demande que celui-ci poursuive son action en entreprenant notamment de nouvelles missions en Serbie et dans d'autres régions de l'ex-Yougoslavie, selon qu'il le jugera nécessaire, et qu'il continue de présenter des rapports périodiques, en fonction de la situation, sur l'application de la présente résolution

page 10

et de toutes les résolutions pertinentes de la Commission relatives à l'ex-Yougoslavie, et prie le Secrétaire général de continuer à mettre les rapports du Rapporteur spécial à la disposition du Conseil de sécurité;

33. Invite instamment toutes les parties à coopérer aux efforts déployés pour déterminer le sort des milliers de personnes portées disparues dans l'ex-Yougoslavie en rendant publics et en échangeant des renseignements et des documents de façon à pouvoir localiser ces personnes et à soulager les souffrances de leurs proches, et prie le Rapporteur spécial de mettre au point, en consultation avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et le Comité international de la Croix-Rouge, des propositions en vue de créer un mécanisme chargé d'examiner la question des disparitions dans l'ex-Yougoslavie;

34. Prie le Secrétaire général de prendre des mesures pour assurer la coopération pleine et effective de tous les organismes des Nations Unies à la mise en oeuvre de la présente résolution et, en application du paragraphe 21 de la résolution 47/147 de l'Assemblée générale datée du 18 décembre 1992, de mettre à la disposition du Rapporteur spécial, dans les limites du budget de l'Organisation des Nations Unies, les ressources additionnelles et toute autre assistance dont il aura besoin pour exécuter son mandat et, en particulier, de prévoir la nomination de fonctionnaires se trouvant sur le territoire de l'ex-Yougoslavie qui soient en mesure de lui fournir en temps opportun des renseignements de première main sur le respect ou la violation des droits de l'homme dans leur zone d'affectation;

35. Décide de demeurer saisie de la question.
